

Les établissements postsecondaires canadiens travaillent de concert pour appuyer les efforts du Canada en Haïti

Ottawa, le 29 mars 2010 – Le 12 janvier dernier, le tremblement de terre en Haïti a dévasté le pays, sa population et son infrastructure. Le peuple haïtien et son gouvernement centrent maintenant leurs efforts sur la reconstruction en vue d’assurer l’avenir du pays.

L’infrastructure du savoir d’Haïti a été durement touchée. Plusieurs universités, collèges et écoles ainsi que leurs installations ont été détruits; plus de 200 professeurs et enseignants ont été tués; des milliers d’étudiants ont été déplacés et ne peuvent plus poursuivre leurs études.

- Le Canada et les Canadiens ont joué un rôle de chef de file dans leur réponse à la crise qui sévit en Haïti. Les universités et les collèges du Canada ainsi que les associations nationales et provinciales qui les représentent réagissent aussi à la dévastation d’Haïti.
- L’Association des universités et collèges du Canada, l’Association des collèges communautaires du Canada, l’Agence universitaire de la Francophonie, le Bureau canadien de l’éducation internationale, la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, Cégep international et Entraide universitaire mondiale du Canada travaillent de concert afin de coordonner leurs interventions. Leurs efforts sont guidés par des principes de pérennité et de satisfaction des besoins locaux et s’appuient sur le potentiel local et les mécanismes existants.
- Plusieurs de nos établissements membres de même que certaines provinces (comme le Québec et le Nouveau-Brunswick) ont pris des mesures immédiates pour éliminer les droits de scolarité des étudiants haïtiens et offrir d’autres formes d’aide financière, comme des bourses d’études, des services de counselling et de l’aide financière d’urgence.
- Grâce à sa vaste expérience, à sa grande capacité et à ses réseaux sur le terrain en Haïti, le secteur de l’éducation postsecondaire canadien est en mesure de participer aux efforts de reconstruction et de développement à long terme.
- Les établissements d’éducation postsecondaire canadiens et haïtiens sont appelés à jouer un rôle déterminant en mettant leur savoir-faire à contribution, et en formant les leaders actuels et futurs d’Haïti pour assurer la sécurité alimentaire, les services de base en éducation et en santé, la reprise économique et la bonne gouvernance.

Bien que la priorité immédiate consiste à aider le peuple haïtien à se relever, le gouvernement haïtien et les bailleurs de fonds internationaux se réuniront à New York le 31 mars afin d’établir un plan de reconstruction échelonné sur 10 ans. Le gouvernement haïtien a fait de l’enseignement supérieur une priorité de son plan d’action globale.

Comme le gouvernement du Canada s’est clairement engagé à soutenir Haïti à long terme, nous demandons que l’enseignement postsecondaire soit un élément central du plan

d'action du Canada et qu'il fasse partie des discussions lors de la conférence des bailleurs de fonds.

En ce sens, une conférence sera organisée par l'Agence universitaire de la Francophonie – une organisation internationale qui compte 728 membres dont huit universités haïtiennes. Les 25 et 26 mai 2010, les [Assises internationales](#), qui auront lieu à l'Université de Montréal, permettront aux membres, aux partenaires et aux principaux bailleurs de fonds d'élaborer un plan d'action pour la reconstruction du secteur de l'enseignement postsecondaire haïtien en fonction des besoins et des priorités établis par les dirigeants des établissements d'enseignement haïtiens.

Il s'agit d'une initiative importante visant à appuyer le développement à long terme d'Haïti et nous invitons le gouvernement du Canada à y participer activement. Les organisations partenaires, en collaboration avec leurs membres, contribueront à faire en sorte que les discussions tenues dans le cadre de la conférence donnent lieu à une initiative canadienne coordonnée et efficace.

L'ensemble du secteur de l'éducation postsecondaire du Canada est prêt à appuyer les efforts du Canada en Haïti et se réjouit à l'idée de contribuer de façon utile et durable à bâtir l'avenir d'Haïti.



L'AUCC, porte-parole des universités canadiennes, représente 95 universités et collèges universitaires canadiens publics et privés à but non lucratif.

Pour obtenir un complément d'information sur ce communiqué de presse ou sur l'AUCC, veuillez communiquer avec :

Alison Hebbs

Directrice adjointe des communications

Association des universités et collèges du Canada

613 563-3961, poste 238

Courriel : ahebbs@aucc.ca

Site Web : www.aucc.ca